

**P. 6 Grand format**  
Fluidifier les parcours  
de soins en  
Centre-Val de Loire

**P. 8 D'intérêt général**  
Quand l'IA simplifie  
la vie des collectivités

**P. 12 Traits d'union**  
Des investissements  
durables dans les  
collèges euréliens



# postéo

**CENTRE-VAL DE LOIRE**





**Béatrice Tourette,**  
déléguée régionale du groupe La Poste  
en Centre-Val de Loire

**Face aux défis territoriaux, c'est ensemble que nous avançons.** Alors que le contrat de présence postale territoriale 2023-2025 prend fin le 31 décembre 2025, l'État, l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité et le groupe La Poste ont décidé de le reconduire jusqu'au 31 décembre 2026<sup>(1)</sup>.

**Cette nécessaire volonté collective marque également notre action avec le pôle d'expertise La Poste Santé & Autonomie.** En Centre-Val de Loire, les défis sont connus : recul de l'offre médicale, éloignement géographique, complexité des parcours.

Ces contraintes peuvent devenir des leviers d'innovation, à condition de les aborder collectivement et avec esprit d'initiative. C'est l'objectif d'Itinéo, plateforme régionale de coordination des soins, déployée par le Groupement Régional d'Appui au Développement de l'e-Santé Centre-Val de Loire et La Poste Santé & Autonomie. Sécurisée, interopérable, pensée pour les professionnels, elle facilite la coopération entre les secteurs sanitaire, médico-social et social. Cette action repose sur une conviction : le numérique doit renforcer la proximité, l'équité et la confiance. Avec Docaposte, nous offrons un cadre souverain et éthique à ces usages sensibles.

**Mais l'innovation numérique ne se limite pas à la santé. Avec Geoptis, nous mettons la donnée territoriale au service des collectivités.** À Saint-Aignan et à Mer, dans le Loir-et-Cher, les véhicules des facteurs ont cartographié plus de 120 kilomètres de voirie et d'équipements publics. Résultat : des diagnostics précis, des investissements mieux ciblés et des décisions plus justes pour les habitants.

**Enfin, dans 18 bureaux de poste, des médiateurs associatifs accompagnent les publics éloignés du numérique.** Ils facilitent les démarches, préviennent les tensions et détectent les fragilités. Grâce à eux, le bureau de poste reste un lieu de proximité, d'écoute et de solidarité. En Centre-Val de Loire, notre ambition est de croiser la puissance de la donnée avec la force du lien humain pour bâtir des solutions utiles, inclusives et durables.

(1) Comme le permet le décret du 5 mars 2007, relatif au fonds postal national de péréquation territoriale, grâce à une tacite reconduction par période d'un an.

# CENTRE-VAL DE LOIRE

Facteurs de fierté

128

référents France services formés dans la région, pour accompagner les bénéficiaires dans leurs démarches administratives.



INCLUSION

## Des ateliers numériques pour les jeunes

La Poste Mobile et *Chut! Explore* déploient des ateliers d'exploration numérique à destination des jeunes et de leurs familles, animés par les conseillers numériques au sein de trois Étapes Numériques de Centre-Val de Loire, situées en bureau de poste. Ces rencontres, déjà organisées à Saint-Florent-sur-Cher, dans le quartier Saint-Jean à Châteauroux et bientôt à La Chaussée-Saint-Victor, permettent aux enfants et aux adolescents de découvrir les enjeux du numérique responsable de manière ludique et interactive. Pour compléter cette initiative, l'« Atlas de la tech – les cartes du numérique », ouvrage conçu par les équipes de *Chut! Explore*, offre un éclairage accessible sur les grands défis du digital. La Poste Mobile, aux côtés de *Chut! Explore*, s'adresse aux jeunes générations dans une démarche de transmission, de dialogue et d'accompagnement.



PROXIMITÉ

## Des animations en France services

Du 6 au 18 octobre dernier, La Poste a participé aux Journées France services en organisant des animations dans ses bureaux de poste labellisés. Portée par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), cette initiative a fait connaître localement l'offre de services publics et renforce l'accès aux droits. Dans l'Indre, 11 bureaux de poste sont labellisés, et 16 animations ont été organisées. Elles ont permis de valoriser l'accompagnement proposé aux habitants dans leurs démarches administratives en ligne, au travers de présentations, de permanences de partenaires et d'ateliers thématiques. Avec 33 bureaux de poste labellisés France services en Centre-Val de Loire, La Poste contribue à l'aménagement du territoire, au maintien du lien social et à la modernisation de l'action publique.



Le cahier régional de Postéo est édité par la délégation régionale du groupe La Poste en Centre-Val de Loire. **Directrice de la publication :**

Béatrice Tourette. **Directrice de la rédaction :** Daphnée Leblanc. **Rédactrice en chef :** Anais Petit. **Rédactrice :** Anais Petit. **Crédits photo :** DR, La Poste, Adobe Stock, conseil départemental d'Eure-et-Loir – Studio Martino, Nicolas Castets, université d'Orléans, ADMR41, Sophie Luret – Pimms Médiation AME, Groupement Régional d'Appui au Développement de la e-santé Centre-Val de Loire. **Pages nationales – Directrice de la publication :** Marie-Aude Dubanchet. **Directrice de la rédaction :** Fabienne Rougeot. **Rédactrice en chef :** Aurélie Dehecq. **Crédits photo :** Adobe Stock, Éric Audras-Getty Images, médiathèque du groupe La Poste, DR. **Mentions légales La Poste. Conception et réalisation :** HAVAS Paris. **Imprimerie :** Altavia. Imprimé en France. **Dépôt légal :** novembre 2025. Ce produit est composé de matériaux recyclés et de matériaux provenant d'autres sources contrôlées. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte. **Pour contacter la rédaction de Postéo :** Le groupe La Poste – Direction de la communication – CP B706 – 9, rue du Colonel-Pierre-Avia – 75757 Paris Cedex 15.

La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus du Web, les WCAG 2.2, et certifié ISO 14289-1. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique.



Version e-accessible par DocAxess



## Chiffre clé

240

**jeunes** accueillis en alternance et en stage à La Poste en Centre-Val de Loire, depuis la rentrée 2025.



EXPERTISE

## Présentation des finances locales

La présentation annuelle de la note de conjoncture des finances publiques locale publiée par La Banque Postale, à Orléans, a été l'occasion pour les représentants des collectivités, bailleurs et hôpitaux, de découvrir et d'échanger sur les perspectives pour le Centre-Val de Loire, anticipées par les experts de La Banque Postale. En 2025, une légère amélioration est attendue, portée par une progression modeste de l'épargne brute, notamment dans les départements. Les investissements restent soutenus, en particulier dans le bloc communal, tandis que le besoin de financement demeure stable, financé par l'endettement et la trésorerie. Cette stabilité masque des enjeux divers : fiscalité, transition écologique, révision des politiques publiques. Les collectivités devront s'adapter dans un contexte de marges de manœuvre de plus en plus contraintes.



4



ENGAGEMENT

## Soutenir les étudiants

À la rentrée 2025, l'université d'Orléans et La Poste ont renouvelé leur partenariat, lancé en 2024, en signant une convention-cadre, prolongée par une convention d'application établie avec l'IUT d'Orléans. Elles réaffirment leur engagement en faveur de l'insertion professionnelle, de l'employabilité et de l'égalité des chances pour les étudiants. Ce partenariat s'illustre par des actions concrètes : don d'ordinateurs, présence sur des forums métiers, projets pédagogiques, participation d'étudiants à un concours national organisé par Docaposte, filiale numérique du groupe La Poste, et accueil d'alternants. Il s'inscrit dans une dynamique fondée sur la réussite, la diversité et l'inclusion, avec une volonté commune de développer les compétences et de créer des passerelles durables entre université et entreprise.

13

**points de contact** (bureaux de poste, La Poste agences communales et La Poste relais) implantés à Orléans, à la fin 2025.



ATTRACTIVITÉ

## Un patrimoine au service des seniors

Au cœur de Châteauroux, La Poste Immobilier et Les Jardins d'Arcadie<sup>(1)</sup> ont transformé l'ancien hôtel des Postes de 1928 en une résidence services seniors (RSS), illustrant la volonté du groupe La Poste de redonner vie à son patrimoine tout en répondant aux enjeux du vieillissement. Cette résidence propose 88 logements, du studio au T3, pour seniors autonomes, avec une offre complète de services : accueil 24 heures sur 24, restaurant, bibliothèque, salle de sport, salon de coiffure, terrasse intérieure, espaces verts et lieux partagés favorisant les échanges. Située en centre-ville, la résidence s'inscrit dans la stratégie sociétale de La Poste visant à renforcer le lien social, lutter contre l'isolement grâce à des solutions pensées pour les besoins des seniors d'aujourd'hui et créer de la valeur dans les territoires.

(1) Entreprise qui exploite des résidences services seniors (RSS).

## Chiffres clés

17

**relais Pickup**, 2 consignes Pickup et 2 La Poste espaces clients Pro donnent accès aux services postaux aux Orléanais.



PRÉSENCE

## Au cœur des projets orléanais

La Poste accompagne les dynamiques urbaines locales avec la relocalisation de deux bureaux de poste orléanais, ceux de Place d'Arc et d'Argonne, à proximité de leurs anciennes adresses. Ces nouveaux espaces modernisés ont ouvert leurs portes les 23 septembre et 17 novembre. Les clients y bénéficient d'un accueil repensé, d'un parcours optimisé, de nouveaux automates interactifs et d'un accompagnement bancaire renouvelé. Ils peuvent y passer l'examen du Code de la route, désormais également proposé dans le bureau de poste d'Orléans Argonne. Et pour soutenir la dynamique commerciale, la location d'espace est possible. Des équipements sobres en énergie ont par ailleurs été installés et l'organisation est pensée pour le confort et la confidentialité des échanges.

5

# G.R.A.N.D F.O.R.M.A.T



## Fluidifier les parcours de soins en Centre- Val de Loire

**Le vieillissement de la population, l'essor des maladies chroniques et la complexité des parcours de soins imposent une coordination renforcée entre acteurs de santé.** Alors que les parcours sont fragmentés et marqués par des inégalités territoriales, fluidifier les échanges entre les acteurs du soin est essentiel pour garantir qualité et continuité des prises en charge. Actrice de confiance, ancrée dans les territoires et premier hébergeur de données de santé en France, La Poste s'appuie sur Docaposte, sa filiale engagée pour une souveraineté numérique. Elle propose des solutions innovantes, sécurisées et éthiques afin de contribuer à la transformation numérique du système de santé. Le Groupement Régional d'Appui au Développement de l'e-Santé (GRADeS) Centre-Val de Loire et La Poste Santé & Autonomie ont ainsi déployé une plateforme de coordination des soins, développée par Maincare, filiale de Docaposte.

Une plateforme numérique pour mieux coordonner les soins dans la région.



« Le choix de la solution de Maincare pour notre nouvelle plateforme régionale de coordination, Itinéo, s'inscrit dans notre volonté d'améliorer continuellement les services numériques de santé en Centre-Val de Loire. Cette solution innovante nous permettra non seulement de répondre aux besoins actuels des professionnels de santé et des usagers, mais aussi d'anticiper les évolutions futures en matière de coordination des soins et de gestion des parcours de santé. Nous sommes convaincus que ce partenariat avec La Poste Santé & Autonomie contribuera significativement à l'amélioration de la qualité des soins dans notre région. Nous veillons particulièrement à promouvoir, dès les premiers déploiements, un échange fluide des informations entre nos deux solutions complémentaires d'e-parcours : Globule, de Ki-Lab, et Itinéo, de Maincare. »

**Armelle Quinty,**  
directrice du Groupement Régional d'Appui au Développement de l'e-Santé Centre-Val de Loire

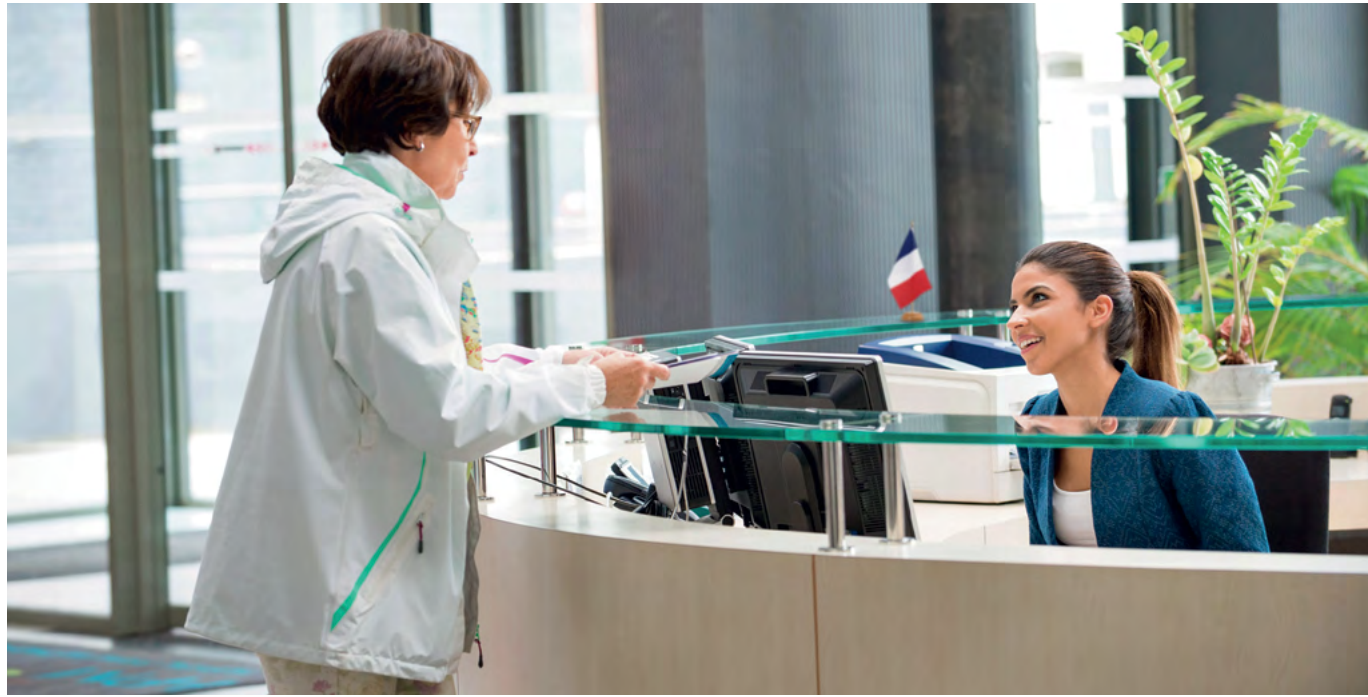
« En tant qu'éditeur de systèmes d'information hospitaliers, Maincare accompagne depuis plus de vingt-cinq ans les établissements de santé et groupements hospitaliers de territoire dans leur transformation numérique.

Conforme aux standards nationaux, notre plateforme Itinéo intègre des fonctionnalités clés – gestion des demandes, rendez-vous, cahier de liaison et une interopérabilité renforcée avec les autres dispositifs déjà en place, comme Globule, outil sécurisé de partage d'informations centré sur le patient. Elle permet aux professionnels de santé, du médico-social et du social de mieux se coordonner dans la prise en charge des personnes, notamment en situation complexe. En proposant une solution souveraine, dont les données sont hébergées en France, interopérable et conforme, nous contribuons à bâtir un socle numérique robuste, au service d'un système de santé plus préventif, collaboratif et équitable. »

**Olivier Geoffroy,**  
directeur général de Maincare



**1 000**  
clients sont accompagnés par Maincare, parmi lesquels 80% des CHU et CHR français.



# Quand l'IA simplifie la vie des collectivités

**Dématérialiser les courriers, automatiser la rédaction d'actes ou retranscrire les conseils municipaux : les usages de l'intelligence artificielle (IA) se multiplient dans les collectivités, et l'IA devient un levier concret de simplification administrative et de modernisation du service public. À condition d'être déployée dans un cadre éthique et souverain...**

Entre promesse technologique et réalité opérationnelle, l'intelligence artificielle s'impose peu à peu dans les mairies, intercommunalités et départements. D'après le baromètre de l'Observatoire Data Publica 2025 (voir encadré), 77% des collectivités de plus de 3 500 habitants ont mis en œuvre un projet d'IA ou prévoient de le faire dans l'année, contre 51% en 2024. Parce qu'elle redéfinit et simplifie la gestion administrative, l'IA est devenue un outil incontournable de la transformation numérique interne des collectivités, qui cherchent à optimiser leurs processus et à améliorer le service aux citoyens. Production de documents, retranscription d'assemblées, anonymisation des données sensibles, instruction de dossiers... Les usages se diversifient, et l'IA s'impose comme un levier concret pour gagner du temps, fiabiliser les procédures et recentrer les agents sur leurs missions essentielles. Pour répondre à ces besoins, plusieurs acteurs du numérique de confiance développent des solutions

adaptées, alliant humain et technologie. C'est dans cet esprit que Docaposte, filiale du groupe La Poste, propose à travers FAST Solutions une gamme de solutions d'IA destinées aux collectivités de toutes tailles. Comme FAST-PubliAct, un service pensé pour répondre au décret du 7 octobre 2021 rendant obligatoire pour les collectivités de plus de 3 500 habitants de publier leurs actes administratifs sur leur site Web à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022. Grâce à un module d'IA conforme au RGPD<sup>(1)</sup>, les données sensibles des actes réglementaires publiés par la solution sont anonymisées.

## Une IA de confiance pour les collectivités

Face à ces enjeux de transparence et de conformité, les collectivités ont besoin d'être accompagnées par des partenaires de confiance, qui développent des solutions en adéquation avec leurs valeurs et les services d'utilité publique qu'elles proposent.

D'autant que, selon le baromètre de l'Observatoire Data Publica 2025, 91% des Français exigent que les données publiques soient hébergées en France ou dans l'UE, et 64% font confiance à leur commune ou à leur intercommunalité pour bien utiliser et gérer leurs données. Un contexte de vigilance accrue sur la souveraineté numérique et la protection des données qui pousse les collectivités à privilégier des partenaires nationaux, dont l'ADN s'inscrit dans une approche éthique de l'IA. Hébergement 100% français, conformité RGPD, certification SecNumCloud... De VoxIA – qui facilite la gestion des réunions en retranscrivant les échanges et en générant automatiquement des comptes rendus et des synthèses personnalisées pour chaque participant – à PubliAct, qui permet, par exemple, à la commune de Longjumeau (91) d'anonymiser les données sensibles des actes administratifs en ligne avec une grande réactivité, en passant par l'Assist'Act – un assistant intelligent pour épauler les agents dans la recherche d'informations –, toutes les solutions FAST reposent sur un cadre souverain et transparent. Et positionnent Docaposte comme un acteur public de confiance.

(1) Règlement général sur la protection des données.

## Fluidifier le traitement des courriers grâce à l'IA



À Poissy, dans les Yvelines, la modernisation des outils administratifs est entrée dans le concret, avec la mise en place de FAST-Courrier à la fin 2024, une solution Docaposte dédiée à la gestion dématérialisée du courrier. La commune, qui traite plus de 15 000 courriers par an répartis sur 82 entités et 130 agents, cherchait à simplifier ses processus internes et à accélérer la circulation de l'information. « On avait besoin de fluidifier nos échanges, pour les usagers comme pour les agents », explique Aline Habert, directrice de la stratégie numérique. Connectée au parapheur électronique FAST-Parapheur, FAST-Courrier assure désormais un circuit unique, traçable et sécurisé, de la réception à la signature. Résultat : des délais de traitement réduits, un suivi unifié du cycle de vie documentaire et une nette amélioration de la qualité du service rendu aux administrés.

## Témoignage

« FAST-PubliAct a été facile à déployer et a nécessité peu de formation. Il nous a permis d'être conformes à la réglementation qui nous oblige à publier les actes administratifs sur le site Internet de la ville. La solution nous a aussi apporté un gain de temps considérable dans la centralisation des actes. »

**Gladys Chiès,**  
responsable du secrétariat général de la ville de Longjumeau (Essonne)

## Data et IA : les collectivités passent à l'échelle

L'édition 2025 de la note de conjoncture « Data, IA et cybersécurité dans les territoires », publiée par le groupe La Poste et la Banque des Territoires en s'appuyant sur les résultats du baromètre de l'Observatoire Data Publica, confirme une accélération nette : 69% des collectivités s'appuient désormais sur la donnée pour piloter leurs politiques publiques (+ 10 points en un an). Conséquences : l'IA générative gagne du terrain et s'impose désormais dans les tâches de support (rédaction, synthèse, recherche documentaire). Mais cette montée en puissance s'accompagne d'un besoin massif de formation : 60% des collectivités expriment un besoin d'acculturation et de formation à l'IA. Les communes de La Chapelle-Heulin (44) et de Croissy-sur-Seine (78) ont, par exemple, suivi une formation dispensée par Docaposte Institute<sup>(1)</sup>. Parce que transparence et supervision humaine sont les nouveaux marqueurs d'une IA publique de confiance, le groupe La Poste s'engage à travers Docaposte Institute en proposant des modules de sensibilisation aux enjeux de l'IA de confiance et des ateliers de coconstruction des usages avec les agents territoriaux.

(1) Organisme de formation professionnelle certifié Qualiopi.



DÉCOUVREZ LA NOTE DE CONJONCTURE EN SCANNANT CE QR CODE

# CRÉER UN NUMÉRIQUE DE CONFIANCE POUR LES COLLECTIVITÉS



Plus les collectivités se digitalisent, plus elles ont besoin d'un numérique de confiance et de maîtriser leurs données. Docaposte, filiale du groupe La Poste, les accompagne pour sécuriser les données sensibles et renforcer l'efficacité de l'action publique.



Plus de **150 millions** de signatures électroniques chaque année



**14 millions** d'électeurs utilisant les solutions de vote électronique



Plus de **12 millions** de coffres-forts Digiposte



**8 millions** d'Identités Numériques La Poste



**7 millions** de lettres recommandées électroniques



**1,1 million** d'actes transmis en préfecture par les collectivités avec FAST-ACTES



**14 000** convocations aux conseils municipaux et réunions envoyées par 422 collectivités avec le porte-documents numérique FAST-Élus

# Traits d'union

## #dynamiser

Rénovation des collèges, audit de voirie : le groupe La Poste soutient les projets structurants des collectivités, qui répondent aux enjeux d'aménagement, de transition énergétique et de qualité de vie dans les territoires.

**P. 12**

## #accompagner

Avec 10 centres d'examen du Code de la route dans le Cher, La Poste apporte une réponse concrète aux enjeux de mobilité dans les zones rurales, où le permis de conduire est la clé de l'autonomie et de l'insertion professionnelle.

**P. 14**



# #dynamiser

## Des investissements durables dans les collèges euréliens

Avec le soutien de La Banque Postale, le Département d'Eure-et-Loir a engagé un programme d'investissement pluriannuel visant à rénover ses collèges publics, avec une double ambition : améliorer la performance énergétique des bâtiments ainsi que les conditions de vie scolaire.

En Eure-et-Loir, le Département, sous l'impulsion de son président, Christophe Le Dorven, a décidé de déployer un vaste plan de modernisation des 39 collèges publics. L'objectif est de garantir à chaque élève un cadre d'apprentissage moderne, sûr et durable. Au-delà de travaux pour l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, portant sur l'isolation thermique et le remplacement des systèmes de chauffage, le programme vise aussi à améliorer le quotidien des élèves, des enseignants et du personnel. La sécurisation des accès, la modernisation des espaces de restauration, des salles de classe, des CDI<sup>(1)</sup>, ainsi que des cours de récréation permettent d'offrir un cadre mieux adapté aux besoins de chacun. Un budget global de 150 millions d'euros est ainsi consacré par le Département d'Eure-et-Loir à ce plan de rénovation, déployé sur la période de 2022 à 2028, soit 25 millions d'euros par an. Cette année, pour accompagner ces investissements, le Département a contracté deux

prêts responsables auprès de La Banque Postale, premier prêteur bancaire des collectivités locales : un prêt vert de 7 millions d'euros pour effectuer les travaux de rénovation énergétique et un prêt social de 8 millions d'euros destiné aux aménagements liés à la vie scolaire. Ces financements s'inscrivent dans une logique de soutien à des projets à impact environnemental et social, en cohérence avec les engagements de La Banque Postale en matière de finance durable.

(1) Centres de documentation et d'information.

**22 160 collégiens scolarisés dans 39 collèges publics et 10 collèges privés en Eure-et-Loir, à la rentrée 2025.**



« Au début de son mandat, en 2021, le président du conseil départemental a fixé un objectif clair : à l'horizon 2030, tous les établissements publics devront avoir été rénovés en profondeur. Pour cela, 25 millions d'euros par an sont mobilisés. Ces rénovations répondent à 2 priorités : le confort de vie scolaire et la performance énergétique. Au sein des 15 collèges rénovés depuis 2021, 30% à 52% d'économies d'énergie sont constatées. Ces projets ambitieux représentent un effort

considérable, mais nécessaire pour offrir aux jeunes Euréliens des conditions d'apprentissage optimales, tout en répondant aux enjeux de la transition énergétique. À cet égard, le Département a pu s'appuyer sur le partenaire qu'est La Banque Postale pour concrétiser ces aménagements au service de notre jeunesse. »

**Anne Bracco**, vice-présidente du conseil départemental en charge de l'éducation et de l'enseignement supérieur

## Les tournées des facteurs au service de l'aménagement urbain loir-et-chérien

Les communes de Saint-Aignan et de Mer, dans le Loir-et-Cher, ont fait appel à Geoptis, filiale du groupe La Poste, pour réaliser l'audit de leur voirie et de leur mobilier urbain. Objectif : obtenir une vision précise de l'état des infrastructures routières et orienter les décisions d'aménagement.

Les caméras sont embarquées, l'une à l'avant, l'autre à l'arrière, à bord des véhicules des facteurs de Saint-Aignan et de Mer. Au gré de tournées spécifiquement organisées pour cet audit, les véhicules de La Poste parcourent les rues afin de collecter des images de la chaussée, des trottoirs, de la signalisation, des marquages au sol et du mobilier urbain. Les données sont transférées à Geoptis, puis analysées par vidéocodage. À Saint-Aignan et à Mer, ce sont respectivement 67 et 60 kilomètres de voirie qui ont été inspectés par des postiers, formés pour identifier les dégradations – fissures, ornières, nids-de-poule ou panneaux endommagés –, selon la méthode



du laboratoire central des ponts et chaussées. Les communes reçoivent ensuite un rapport détaillé de l'état des infrastructures, mis à disposition sur une plateforme cartographique interactive. Il est accompagné de recommandations et de priorisations pour les travaux d'entretien à effectuer. Cet audit et ces préconisations facilitent la prise de décision concernant la gestion de la voirie et l'amélioration des conditions de circulation, en optimisant les dépenses d'entretien sur plusieurs années. « Il est important pour Saint-Aignan de quantifier la dégradation du réseau secondaire avec le trafic lié au zoo de Beauval », explique Marie Esnault, directrice générale des services de la ville. Outre des audits de voirie, Geoptis propose aux collectivités le diagnostic de couverture mobile, l'inventaire des voies de la commune ainsi que l'analyse des besoins sociaux (ABS).

**20% à 30% d'économies sur le budget de maintenance du réseau routier grâce à l'outil d'aide à la décision proposé par Geoptis et à la mise en place d'une programmation pluriannuelle.**

## La logistique au service de l'action sociale



Dans le Loir-et-Cher, le réseau ADMR, spécialisé dans les services à la personne, a confié à La Poste la gestion logistique des équipements de protection individuelle destinés aux aides à domicile et aux aides-soignants. Chaque trimestre, Log'issimo assure le réassort des 17 maisons de service réparties sur l'ensemble du département avec près de 500 colis contenant gants, gel hydroalcoolique, essuie-mains, masques et lingettes. Expert de la logistique de proximité, Log'issimo prend en charge l'ensemble du circuit, de la réception des marchandises au stockage des produits restants et à la gestion des livraisons, avec une traçabilité complète et une livraison neutre en carbone.

# #accompagner

## Des médiateurs associatifs en bureau de poste

Face aux enjeux croissants d'inclusion sociale et numérique, La Poste déploie, dans 18 bureaux de poste, un dispositif de médiation sociale et numérique en partenariat avec des associations locales. Objectif : renforcer l'accessibilité des services postaux et numériques pour les publics en situation de vulnérabilité.

Les médiateurs, salariés d'associations partenaires, interviennent en bureau de poste pour accueillir les clients, les aider dans l'utilisation des automates et des services en ligne, les orienter vers les interlocuteurs ou les dispositifs adaptés et faciliter leurs démarches. Ils jouent aussi un rôle dans la prévention des tensions et la gestion des situations complexes. Une tablette dédiée leur permet de détecter les fragilités numériques et de faciliter l'accès aux services publics.

En Centre-Val de Loire, le dispositif s'appuie sur un réseau associatif structuré et engagé. À Tours, l'association Régie Plus intervient dans 4 bureaux de poste : Béranger, Fontaines, Grammont et Chateaubriand, avec des permanences hebdomadaires adaptées aux besoins. À Montargis, le Pimms<sup>(1)</sup> de l'Agglomération Montargoise et Rives du Loing assure la médiation dans les bureaux de poste de Rives du Loing et La Chaussée, avec déjà 1 320 personnes accompagnées en neuf mois. D'autres structures sont mobilisées à Bourges, Gien, Dreux, Châteauroux, Joué-lès-Tours, Malesherbes et Vierzon. Depuis janvier, ces médiateurs ont assuré l'accompagnement de 9 800 personnes, avec une augmentation progressive de l'activité dans les nouveaux bureaux de poste intégrés au dispositif. Ce dernier répond aux besoins des citoyens les plus éloignés du numérique, tout en renforçant la cohésion sociale et le rôle de proximité des bureaux de poste.

(1) Point d'information médiation multiservices.



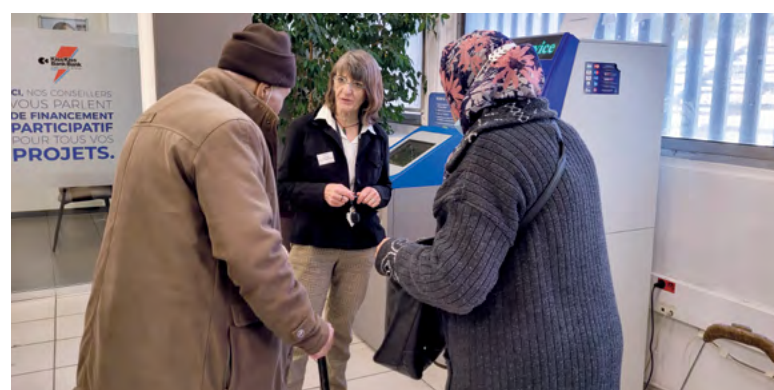
« Depuis 2014, nous intervenons en bureau de poste lors du versement des prestations sociales. Nous allons bien souvent au-delà du besoin immédiat exprimé par la personne. Nous détectons d'autres fragilités, ou difficultés, et les invitons à venir au Pimms. Il est d'ailleurs fréquent de retrouver en bureaux de poste des usagers que nous accompagnons régulièrement pour d'autres démarches administratives du quotidien. Si la problématique dépasse nos compétences, nous orientons vers la structure la plus adaptée. Cette présence fait écho à notre engagement d'aller vers les publics fragiles et vulnérables. Tous nos agents sont certifiés selon la norme Afnor X60-600, qui régit le processus de médiation sociale. »

**Sophie Luret,**  
directrice du Pimms  
Médiation de l'Agglomération  
Montargoise et Rives  
du Loing



« La médiation assurée par Régie Plus, acteur reconnu de l'économie sociale et solidaire, en bureau de poste facilite les démarches au plus près des habitants les plus vulnérables grâce à une écoute attentive et à un accompagnement adapté. Les médiateurs soutiennent les clients dans le remplissage de formulaires et les renseignent sur les démarches à effectuer, en complémentarité avec les agents de La Poste. Leur rôle inclut aussi l'orientation vers d'autres dispositifs et partenaires. Cette présence apporte une régulation apaisante et renforce le lien social. Elle s'inscrit pleinement dans notre mission : aller vers les habitants des quartiers les plus défavorisés, les soutenir, favoriser leur autonomie et les rendre acteurs de leur parcours de vie. »

**Catherine Delavictoire,**  
directrice de Régie Plus



## Faciliter l'accès au permis de conduire dans le Berry

À Saint-Florent-sur-Cher, le bureau de poste accueille désormais un espace dédié aux examens du Code de la route et du Code bateau. Il s'agit du dixième site postal dans le Cher permettant aux candidats de passer ces épreuves au plus près de chez eux.

Agréée par l'État, La Poste déploie ce dispositif dans le cadre de la réforme du permis de conduire inscrite dans la loi du 6 août 2015, visant à simplifier l'accès aux examens. La Poste poursuit ainsi sa stratégie d'innovation en facilitant le passage du Code, à proximité du domicile des candidats et avec des délais réduits. Les épreuves sont proposées dans des espaces collectifs ou individuels – comme ici –, au tarif réglementé de 30 euros. C'est dans ce cadre qu'un premier candidat a été accueilli par une chargée de clientèle dans le nouveau site de Saint-Florent-sur-Cher.

Les postiers, assermentés et formés à cette mission, veillent au respect des principes de neutralité et d'égalité. Avec ce dixième site, qui complète ceux d'Aubigny-sur-Nère, de Bourges, de Mehun-sur-Yèvre, de Sancerre, de Sancoins, de Saint-Amand-Montrond et de Vierzon, La Poste renforce son accessibilité à l'examen du Code dans le Cher, essentiel dans les zones rurales ou moins bien desservies. Le permis de conduire y favorise l'autonomie et la mobilité, et est souvent une condition essentielle pour accéder à l'emploi. Pour Astrid Louis, directrice du réseau La Poste dans le Cher : « Nous enrichissons l'offre locale et réaffirmons notre engagement pour une accessibilité équitable aux services. » Grâce à son maillage territorial, La Poste compte aujourd'hui près de 100 sites dans la région offrant cette possibilité. À la fin septembre, les sites de la région avaient déjà accueilli 45 800 examens du Code de la route auto, moto et bateau.



## CléA numérique : La Poste élargit son offre de certification



La Poste élargit son offre de services en proposant la certification CléA numérique dans plusieurs sites postaux de Centre-Val de Loire : Bourges, Blois, Tours, Chartres et Orléans. Ce certificat atteste l'acquisition des connaissances et compétences essentielles à l'usage des outils numériques dans un environnement professionnel. Dans le cadre d'une convention de partenariat avec l'École de la 2<sup>e</sup> chance d'Orléans, les jeunes bénéficient d'un accès facilité à cette certification, avec la possibilité de sessions privatisées pour l'examen du Code de la route. Ces initiatives s'inscrivent dans une démarche de développement de l'offre de certification et d'adaptation aux besoins des publics.

# « Construire une IA de confiance, c'est construire une IA maîtrisée »

Coprésident du Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique et directeur général adjoint de Docaposte, **Guillaume Poupard** plaide pour une intelligence artificielle sûre, souveraine et transparente. Avec une vision claire : construire une IA de confiance passe avant tout par la maîtrise de la donnée et par un ancrage technologique européen au service du secteur public.

## MINI-CV

**2000**  
Chef du laboratoire de cryptologie à la Direction centrale de la sécurité des systèmes d'information (DCSSI, devenue l'Anssi)

**2010**  
Responsable des pôles sécurité des systèmes d'information et cybersécurité à la Direction générale de l'armement (DGA)

**2014**  
Directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi)

**Depuis 2023**  
Directeur général adjoint et membre du comité exécutif de Docaposte

**2025**  
Coprésident du Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique



# RÉFLEXIONS

## Comment construit-on une intelligence artificielle de confiance pour le secteur public ?

Le premier niveau, c'est la maîtrise de la donnée. Une IA ne peut être fiable que si les informations qu'elle manipule sont protégées, en particulier celles des collectivités locales. Cela passe par une cybersécurité solide et par le respect d'un cadre juridique clair : les données ne doivent jamais être soumises au droit non européen. C'est le sens même de la souveraineté numérique : garder la maîtrise de ses données, de ses infrastructures et de ses choix technologiques. Dans le privé, pour des applications de faible sensibilité, on peut parfois faire des compromis entre rapidité, coût et sécurité, même si la prudence doit toujours rester de mise. Le secteur public, lui, ne peut en général pas se le permettre : il doit être intraitable sur la souveraineté, la sécurité, la transparence et la qualité de la réponse. Cette exigence n'est pas un frein à l'innovation. Des acteurs européens comme Mistral AI, NumSpot<sup>(1)</sup> ou Docaposte montrent qu'on peut concilier performance et indépendance.

## Quels sont les autres leviers d'une IA de confiance ?

La transparence. Une IA doit être explicable : les collectivités doivent pouvoir comprendre comment elle fonctionne, quelles données elle utilise, quels biais elle peut introduire. Chez Docaposte, nos solutions sont auditées en permanence, à livre ouvert. C'est ce niveau de transparence et de responsabilité qui crée la confiance et qui fait la différence avec les grands acteurs non européens.

## Dès lors, le secteur public doit-il limiter sa dépendance aux Gafam ?

Le danger avec les Gafam, c'est leur stratégie d'enfermement : on commence par une suite d'outils logiciels et on finit par confier l'ensemble de son système d'information à un seul fournisseur. Pour l'éviter, il faut segmenter, diversifier, reprendre la main sur les projets et ne pas se laisser imposer des choix techniques. C'est plus exigeant, mais c'est le prix de la liberté.

## Justement, en quoi Docaposte se positionne-t-elle comme une alternative « made in France » ?

Notre mission est d'être l'acteur de confiance du numérique, notamment pour les services publics, avec de nombreux services et solutions numériques. Nous avons également développé avec nos partenaires le cloud NumSpot, un environnement souverain et certifié, opéré en France et conforme aux standards de sécurité les plus exigeants. Il permet d'héberger des données sensibles – santé, éducation, collectivités – sans dépendre de solutions soumises au droit américain ou chinois. Pour nous, construire une IA de confiance, c'est construire une IA maîtrisée : une technologie au service de l'intérêt général, développée sur un socle français et européen, transparente dans son fonctionnement et sûre dans la gestion des données. Une IA qui n'échappe jamais à son utilisateur mais renforce sa capacité d'action.

(1) NumSpot est le fruit d'une alliance entre quatre grands acteurs privés et publics français réunis par l'ambition de développer une offre de référence de cloud souverain et de confiance : Docaposte (filiale numérique du groupe La Poste et chef de file du projet), la Banque des Territoires, Dassault Systèmes et Bouygues Telecom.